



AFC

المستشارون الماليون العرب
ARAB FINANCIAL CONSULTANTS

GROUPE ATB

TABLEAU DE BORD DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE DE LA TUNISIE

Si 2020 est une année difficile, 2021 s'annonce aussi compliquée

La Tunisie semble vivre une situation politique et économique inédite. Cette crise a mis l'économie tunisienne à genoux, mettant en péril la stabilité et la pérennité de tout le système économique et social en place. Ce risque est aujourd'hui bien réel. Le pays s'appauvrit jours après jours, la pauvreté menace la classe moyenne et le chômage est en augmentation continue.

Cependant, tous ces éléments ne semblent pas inquiéter une élite tunisienne qui continue de faire comme si de rien n'était. Le débat sur la crise économique est très vite passé aux oubliettes pour laisser place à un débat politique inutile sur l'indépendance ou non de la Banque Centrale. L'heure est grave et un sauvetage du Bateau « Tunisie » est plus qu'imminent. Notre bateau a déjà pris l'eau et risque de couler très vite. Une mobilisation nationale devient notre unique chance de survie. En effet, et comme la plupart des pays du monde, la Tunisie n'a pas été épargnée par la crise de la COVID-19. Elle a même été dans une certaine mesure économiquement plus affectée que beaucoup d'autres pays dans la mesure où le pays se situait déjà en zone de croissance faible ces dernières années avec des marges de manœuvres très limitées.

Selon les derniers chiffres publiés par l'INS, la baisse de la croissance du PIB au troisième trimestre de 2020 a été de 6% par rapport à la même période de l'année dernière. La croissance serait déjà de -10% pour les trois quarts de l'année. À l'exception de l'agriculture, cette baisse a touché tous les secteurs. Ainsi, et en se basant sur les dernières statistiques et les mesures récentes de couvre-feu et de confinement partiel, le quatrième trimestre serait sans doute aussi en zone négative mais avec une ampleur moindre.

Pour le reste de l'année, les statistiques disponibles ne montrent pas d'améliorations claires. Le tourisme et le transport aérien subiront encore des pertes alors qu'une légère amélioration est prévue pour les industries non manufacturières. Quant aux industries manufacturières, elles continueront à subir les conséquences de la pandémie sur le continent européen. Tous ces éléments indiquent que la baisse de la croissance du PIB réel serait entre 8% et 10% en 2020.

Malheureusement et malgré la gravité de la situation, le débat économique en Tunisie n'arrive pas à dépasser le superficiel. Il est vrai que les difficultés à surmonter apparaissent parfois si importantes que les hommes politiques cherchent souvent à les contourner. Nous ne sommes pas arrivés au point d'abandonner, mais nous n'en sommes plus très loin. Les jeunes tunisiens commencent à être convaincus qu'ils n'ont plus aucune chance de réussir en Tunisie, ils cherchent à fuir le pays par tous les moyens. Par ailleurs, de nombreux entrepreneurs dont le métier est d'anticiper l'avenir positivement se posent la question : pourquoi investir aujourd'hui s'il n'y a pas d'espoir de croissance dans les années à venir ? Or ce type d'attentisme conduit à renforcer le ralentissement de la machine productive et peut aller jusqu'à provoquer son arrêt si rien n'est fait à temps. Lorsque l'on privilégie la protection sur l'action, la redistribution sur la production, il ne faut pas s'attendre à des miracles. La Tunisie semble s'enfermer dans une trappe de croissance faible d'autant que les marges de manœuvre sont désormais épuisées.

Remettre la priorité à la croissance et à l'emploi laisse entière la question des moyens à privilégier. Il est nécessaire d'élaborer un plan d'action plus large et d'arrêter d'asphyxier les entreprises par des mesures fiscales et/ou de chercher des aides par-ci par-là. Il y a lieu d'organiser et de provoquer des débats publics autour des grandes questions : quel rôle pour l'Etat dans une Tunisie nouvelle ? Comment rendre les entreprises publiques plus prospères et plus compétitives ? Quel rôle doivent jouer les Centrales syndicale et patronale ? Quel système social privilégions-nous et par-delà quel système fiscal ? Quel système éducatif et quel système de santé voulons-nous ? Quel modèle d'aménagement du territoire faut-il mettre en place pour dynamiser toutes les régions ?

Ce sont là un certain nombre de vraies questions auxquelles il faut des réponses claires et tranchées.

Le retour de l'investissement est une condition sine qua non pour la croissance

Malheureusement, le comportement le plus répandu aujourd'hui est l'attentisme des investisseurs et il n'est clairement pas favorable à la conjoncture. Dans un tel contexte, les entreprises limitent leurs investissements, restreignent leurs stocks, ajustent leurs effectifs et leurs coûts de production. Le resserrement des conditions d'accès aux crédits a de plus drastiquement limité la consommation et l'investissement.

La fausse paix dans laquelle nous vivons depuis 2011, ponctuée de menaces de conflit et de décisions reportées, accentue évidemment ces attitudes défensives. Dans ce genre de situations, le risque serait de basculer dans une réaction en chaîne négative qui ferait passer de la croissance molle à une récession durable accompagnée d'une explosion sociale. L'économie tunisienne flirte actuellement avec cette ligne rouge.

Des risques budgétaires réels...

Le plus grand défi pour notre économie concerne le financement du budget de l'Etat face à l'importante baisse des recettes fiscales conjuguée avec la hausse des dépenses. Le déficit budgétaire est révisé afin de 2020 à 10,3% du PIB (y compris les dons et revenus de confiscation). Cet élargissement inattendu et historique est lié à l'effet conjugué de la baisse importante des recettes fiscales (-11% par rapport aux recettes de 2019) et de la hausse des transferts qui a dépassé les gains faits sur les subventions d'hydrocarbures suite à la baisse du cours de pétrole (voir article plus loin).

Les difficultés de mobilisation des ressources extérieures expliquent le changement de cap, en 2020, vers les emprunts intérieurs. La disponibilité des réserves de change auprès de la BCT pourrait en effet garantir les paiements extérieurs pour le reste de l'année 2020 mais difficilement pour 2021.

Rédigé par :
M. Zouhair EL KADHI

Comment faire pour que le financement Banque Centrale ne soit pas inflationniste ?

Un débat économique sur le financement direct du déficit budgétaire par la BCT agite la Tunisie depuis presque un mois. Le débat s'est partagé entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre. Cependant, les arguments sont courts des deux côtés et le débat demeure superficiel en l'absence d'analyse sérieuse en Tunisie sur cette question. Les experts en économie nous encombrant la tête matin et soir avec cette relation monnaie-inflation. Mais qu'en est-il au juste ? En effet, ces mêmes experts se réfèrent, sans que souvent ils le sachent, à la théorie quantitative de la monnaie qui stipule qu'une variation de la monnaie se traduit par une augmentation des prix. Cependant, et sachant que la masse monétaire (en stock) est depuis 10 ans toujours en augmentation, on ne sait pas à partir de quel seuil elle devient inflationniste. L'équation à la base de la théorie quantitative de la monnaie se présente sous la forme suivante :

$$M \times V = P \times \text{PIB réel}$$

Où (*M*) est la quantité de monnaie en circulation, (*V*) la vitesse de circulation de la monnaie (nombre de transactions effectuées en un temps donné), (*P*) le niveau des prix et (*Y*) le volume de production (autrement dit le PIB réel).

Transformé en taux de croissance, cette équation devient :

$$\Delta M + \Delta V = \Delta P + \Delta \text{PIB}$$

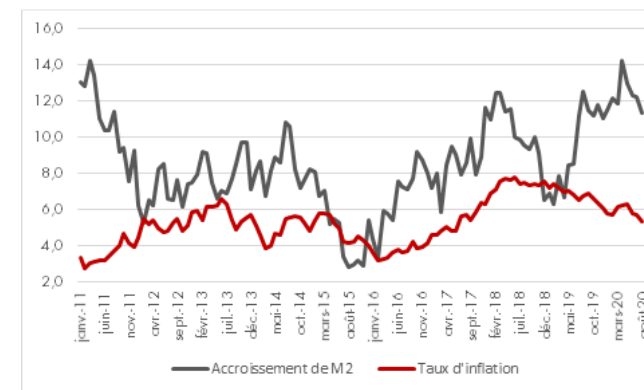
On déduit de cette équation le taux de croissance de l'offre de monnaie.

$$\Delta M = \Delta P + \Delta Y - \Delta V$$

En supposant que l'inflation est de 5,5%, que le PIB devrait baisser de 7,3% et que la vitesse de circulation est de 1 ; la masse monétaire devrait baisser de 1% cette année, ce qui est impossible. De même pour 2021, avec le même taux d'inflation et avec l'hypothèse de croissance du PIB de 3,5%, la masse monétaire ne devrait pas augmenter au-delà de 8%, ce qui est très peu probable. Nous ne déduisons pas que cette théorie quantitative est fausse mais elle n'est pas vérifiable à court terme. Ainsi, pour que les prix augmentent, il faut que le processus de financement direct par la Banque centrale soit d'une ampleur importante et dure très longtemps.

Le graphique ci-après montre que la masse monétaire a toujours évolué (annuellement) à un rythme supérieur à 10%, alors que la croissance économique moyenne n'a pas dépassé 1,5%. Faut-il rappeler que la masse monétaire évolue selon les variations des avoirs extérieurs nets (solde de la balance des paiements) et les avoirs intérieurs nets (crédits à l'économie y compris les crédits à l'Etat). Ainsi, plus les crédits à l'Etat et aux entreprises augmentent, plus la masse monétaire augmente mais cette augmentation n'est pas nécessairement inflationniste.

Graphique : Evolution de M2 et du taux d'inflation



Pour éviter que ce financement ne soit inflationniste, la BCT pourrait se limiter au financement du déficit des entreprises publiques. Celui-ci devrait être considéré comme un crédit bonifié mais conditionné par un plan de restructuration de ces mêmes entreprises. Elles seront obligées de rembourser ce prêt après quelques années de grâce (5 ans par exemple). Bien évidemment une grande partie de ces déficits concernent des entreprises ayant des besoins de financement en devises et donc ce financement pourrait être transformé, en partie, en devises (sous la tutelle et le contrôle de la BCT).

C'est dans cet esprit que nous préconisons un plan de restructuration des entreprises publiques. Un tel plan peut conditionner l'accès à ce type de financement. Ainsi, le financement direct devient comme un crédit bonifié mais remboursable par les entreprises publiques et donc pas inflationniste. Au contraire même, en contribuant à muscler l'offre il permet tendanciellement la baisse de l'inflation.

Remettre la machine économique en état de marche pour que ces crédits ne perdurent pas

Il ne faut pas que ce type de financement dure très longtemps où que les entreprises publiques s'habituent à ces solutions faciles. Le gouvernement doit donc concentrer tous ses efforts pour remettre de l'ordre dans la machine économique, machine qui se trouve actuellement complètement à l'arrêt et qui nécessite pour la redémarrer de la détermination, du courage et de l'audace avec une feuille de route bien précise.

La maîtrise des grands équilibres passe forcément par une réforme profonde de l'offre productive. A cet égard, une stratégie basée sur trois piliers sera nécessaire : (i) Produire quoi ? (ii) Produire comment ? Et (iii) Produire vers quelle destination ?

Rédigé par :

M. Zouhair EL KADHI, Et

M. Férid BEN BRAHIM

La loi de Finances Complémentaire 2020 : Gérer avec le Covid !

Dans une année durement marquée par la pandémie du COVID 19 et qui a engendré une récession économique sans précédent, la loi des finances complémentaire 2020 discutée en novembre 2020 vient actualiser les comptes de l'Etat. Les ajustements apportés par cette loi au budget initial sont exceptionnels par leur ampleur. Les dépenses totales passent de 47,23 milliards de dinars dans le budget 2020 initial à 49,71 milliards de dinars dans le complémentaire, soit une expansion de 2,52 Milliards de dinars. Le déficit budgétaire est, quant à lui, passé de 3,78 Mrd (-3% du PIB) à 12,65 Mrd (-11,4% du PIB) !

(Chiffres en milliard de dinars)

Ressources	Budget 2020 complémentaire	Budget 2020 initial	Dépenses	Budget 2020 complémentaire	Budget 2020 initial
Impôts directs	11,84	13,66	Rémunérations Publiques	19,55	19,03
Impôts indirects	14,57	18,10	Moyens des Services	2,04	1,74
Ressources non fiscales (hors dons)	2,66	3,65	Interventions Publiques	11,24	9,88
Dons et confiscations	1,16	0,45	Dépenses de Gestions Imprévues	0,71	0,77
Dettes intérieure	11,95	2,40	Dépenses d'investissement	3,83	3,79
Dettes extérieure	7,36	8,85	Dépenses des opérations financières	0,22	0,22
Autres ressources du trésor	0,18	0,12	Intérêts de la dette	4,13	3,76
			Remboursement de la dette et avance du trésor	7,45	7,92
			Avance du trésor	0,55	0,12
Total ressources	49,71	47,23	Total dépenses	49,71	47,23

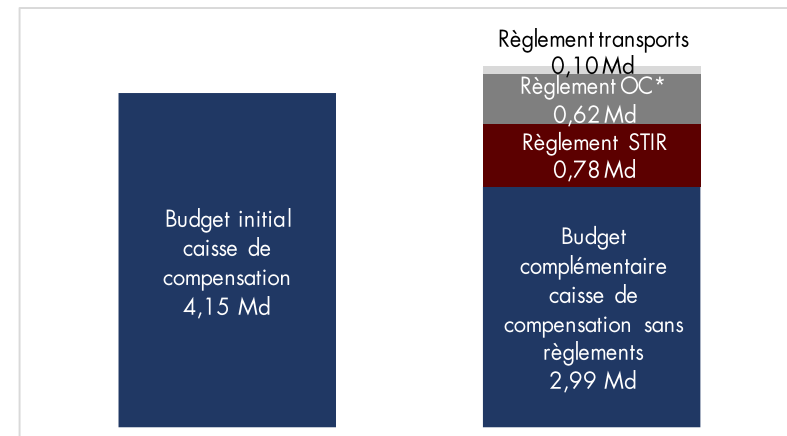
Alors, d'où proviennent ces déraillements dans le budget de l'Etat ?

Au niveau des dépenses :

Le remboursement de la dette devrait connaître une baisse de 0,46 milliard de dinars par rapport au budget initial de 2020. Cette baisse est pratiquement consommée au niveau des avances au Trésor qui devraient connaître une hausse de 0,43 milliard de dinars allouée aux institutions publiques afin d'honorer leurs engagements. Au total, le titre remboursement du Trésor serait quasi inchangé par rapport au budget initial.

Les dépassements des dépenses du budget se situent aux alentours de 2,53 milliards de dinars. Si la crise du COVID 19 peut expliquer la hausse des dépenses d'interventions publiques à hauteur de 54% (+1,36 milliards de dinars), cela ne peut être le cas pour le reste des dépenses. En effet, le compte des rémunérations publiques devrait augmenter de 0,5 milliard de dinars, nonobstant le montant de 0,3 milliard de dinars, caché dans le compte des dépenses de gestions imprévues. Puis, il y a l'augmentation des intérêts de la dette publique de l'ordre de 0,37 milliard de dinars.

S'agissant du budget de la caisse de compensation, qui est intégré dans le poste des dépenses d'interventions, son bilan aurait dû enregistrer une baisse de 1,16 milliard de dinars en raison de la chute du cours du pétrole. Néanmoins, le montant devrait passer de 4,15 Md de dinars dans le budget initial à 4,48 Md de dinars en raison du règlement des arriérés de la compensation pris en charge par certains établissements publics. Cet arrangement s'élève à 1,4 milliard de dinars et concerne la STIR pour un montant de 0,77 milliard de dinars, l'office des céréales pour un montant de 0,62 milliard de dinars et 0,1 milliard de dinars pour les sociétés publiques de transports.



(*) Office des Céréales

Au niveau des ressources,

La somme des impôts directs (IS et IRPP) devrait se contracter de 1,82 milliard de dinars par rapport au montant initialement prévu au budget de l'Etat. A vrai dire, cette baisse est due à trois facteurs. En premier lieu, la baisse de 0,75 milliard de dinars des impôts sur les sociétés pétrolières en raison des arrêts de production d'une part et de la baisse des cours du pétrole d'autre part. En deuxième lieu, le recul de l'impôt sur les autres sociétés de 0,25 milliard de dinars à cause de la répercussion de la pandémie du COVID sur la croissance de l'économie tunisienne. La troisième raison, et qui est la principale, est une surévaluation du poste de l'impôt sur le revenu lors de la présentation du budget initial 2020 qui prévoyait une augmentation de 0,84 milliard de dinars par rapport au budget de 2019 alors qu'il restera quasiment au même niveau.

Les impôts indirects devraient connaître une baisse drastique de 3,53 milliards de dinars au niveau du budget actualisé par rapport à celui initialement prévu. Ceci est la résultante d'une baisse de 2,2 milliards de dinars de la taxe sur la valeur ajoutée, du recul de

La loi de Finances Complémentaire 2020 : Gérer avec le Covid !

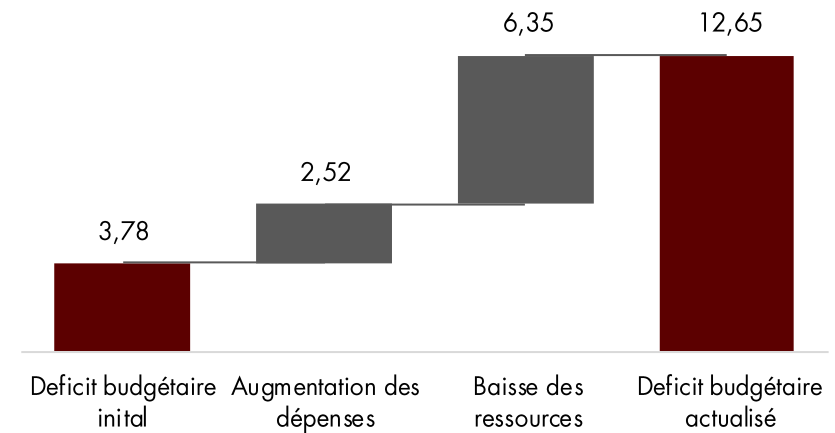
0,37 milliard de dinars de droits de douane, du repli des droits de consommation de 0,36 milliard de dinars et de la contraction des autres impôts indirects de 0,60 milliard de dinars. La baisse de cette rubrique « impôts indirects » est en rapport avec la récession que connaît notre pays.

Le manque sur les ressources non fiscales serait de l'ordre de 1 milliard de dinars et provient principalement de la baisse du rendement des participations de l'Etat dans les sociétés pétrolières. Ce manque a été compensé en grande partie par les dons internationaux dans le cadre de la lutte contre la pandémie du COVID 19.

En guise de conclusion,

L'accroissement du déficit budgétaire de l'année 2020 de 8,87 milliards de dinars est l'effet conjugué de la hausse des dépenses 2,52 milliards de dinars d'une part et de la baisse des ressources budgétaires de 6,35 milliards de dinars d'autre part (1,82+3,53+1). Pour combler ce déficit, les émissions de la dette d'Etat connaîtront donc une hausse de plus de 8 milliards de dinars. En raison de l'impossibilité de contracter des dettes extérieures, l'Etat aura recours au marché intérieur via des émissions de BTA dont une grande partie devrait être rachetée par la Banque Centrale.

Variation du déficit budgétaire 2020 initial / actualisé
(en Mrd DT)



Rédigé par :
M. Férid BEN BRAHIM, Et
M. Mehdi DHIFALLAH

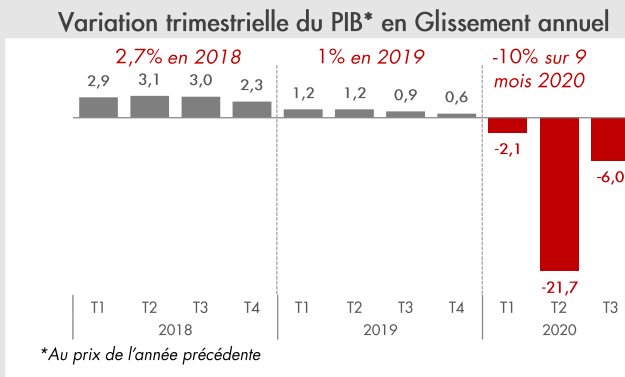
Principaux indicateurs sélectionnés :

- ◇ *Croissance*
- ◇ *Commerce extérieur*
- ◇ *Inflation*
- ◇ *Taux Directeur de la BCT et TMM*
- ◇ *Change*
- ◇ *Cours du pétrole*
- ◇ *Avoirs nets en devises*
- ◇ *Intentions d'investissements*
- ◇ *Taux de chômage*
- ◇ *Concours à l'économie*
- ◇ *Refinancement des banques*
- ◇ *Solde budgétaire*
- ◇ *Balance des paiements*



Effondrement de la croissance tunisienne de 10% au cours des neuf premiers mois de 2020 par rapport à la même période l'année dernière

L'économie tunisienne s'est contractée de 6% au troisième trimestre 2020 par rapport au troisième trimestre 2019. Toutefois le PIB rebondit au troisième trimestre (+19,8%) par rapport au trimestre précédent ramenant ainsi la récession des neuf premiers mois à 10%.



En glissement annuel et par rapport à la même période de 2019, ces neuf mois de 2020 ont été impactés par :

- ♦ La chute des activités des **services marchands** (-15,2%) suite principalement à l'effondrement des services d'hôtellerie et de restauration (-42,7%) et des transports (-29,6%).
- ♦ la contre-performance des **industries manufacturières** (-11,1%) suite essentiellement à la régression des industries textiles, habillement et cuir (-19,2%), des industries mécaniques et électriques (-17,4%) et de l'industrie des matériaux de construction (-16,1%). Le secteur des industries agro alimentaires a, quant à lui, enregistré une performance de +5,4%.
- ♦ l'écroulement du secteur des industries **non manufacturières** (-10,7%) qui est dû principalement à la baisse des secteurs du Bâtiment, des Mines et du secteur de l'extraction de pétrole et gaz naturel respectivement de (-18,4%), de (-4,3%) et de (-4,2%).
- ♦ la régression des activités non marchandes (-5,4%).

En revanche, le secteur de l'agriculture et de la pêche s'est accru de 4,7%.

Contraction du déficit commercial à 10 780 MD à fin octobre 2020

Les dix premiers mois de l'année 2020 ont enregistré une régression des exportations de 14,7% et des importations de 20,9% par rapport à la même période de l'année dernière et ce, aux prix courants. A cet égard, le taux de couverture a gagné 5,4 points pour s'établir à 74,4% contre 69% à fin octobre 2019.

En MD	Total 2018	Total 2019	10 mois 2019	10 mois 2020	Var 10m20/10m19
Exportations par secteur d'activité	40 987	43 855	36 728	31 329	-14,7%
Agriculture & industries agro-alimentaires	5 410	4 709	3 806	4 387	15,3%
Energie & lubrifiants	2 329	2 418	2 273	1 804	-20,6%
Mines, phosphates & dérivés	1 374	1 667	1 405	1 105	-21,3%
Textiles, habillements & cuirs	8 974	9 354	7 816	6 581	-15,8%
Industries mécaniques & électriques	18 197	20 428	17 018	13 947	-18,0%
Autres industries manufacturières	4 705	5 280	4 412	3 506	-20,5%
Importations par type d'utilisation	60 010	63 264	53 235	42 109	-20,9%
Produits agricoles & alimentaires de base	3 426	3 456	2 967	3 017	1,7%
Produits énergétiques	8 508	10 175	8 620	5 605	-35,0%
Produits miniers & phosphatés	1 038	939	835	557	-33,3%
Autres produits intermédiaires	23 896	23 761	20 066	16 366	-18,4%
Produits d'équipement	14 557	15 677	13 045	9 775	-25,1%
Autres produits de consommation	8 585	9 256	7 701	6 789	-11,8%
Solde commercial	-19 023	-19 409	-16 507	-10 780	-34,7%
Taux de couverture(%)	68,3	69,3	69,0	74,4	5,4 pt

Au mois d'octobre 2020, le déficit commercial mensuel a atteint 643,5 MD contre 922,8 MD le mois précédent et 1 658,6 MD en octobre 2019.

Les exportations du mois d'octobre ont progressé de 2% et les importations ont chuté de 17,5% par rapport au mois d'octobre 2019 et ce, aux prix courants.

Hors énergie, le déficit commercial s'est rétréci à 6 979 MD à fin octobre 2020 contre 10 159 MD à fin octobre 2019.

En MD	Total 2018	Total 2019	10 mois 2019	10 mois 2020	Var 10m20/10m19
Exportations hors énergie	38 659	41 437	34 455	29 525	-14,3%
Importations hors énergie	51 502	53 089	44 615	36 504	-18,2%
Solde commercial hors énergie	-12 844	-11 652	-10 159	-6 979	68,7%
Taux de couverture(%) hors énergie	75,1	78,1	77,2	80,9	3,7 pt

L'inflation se stabilise en octobre 2020 à 5,4%

Pour le troisième mois consécutif, l'inflation se stabilise à 5,4% en octobre 2020 contre 6,5% en octobre 2019.

Cette stabilité par rapport au mois précédent résulte principalement de l'accélération du rythme d'augmentation des prix des produits alimentaires (5,6% contre 5,3%) d'une part, et de la décélération observée au niveau des prix des produits et services de transport (0,6% contre 1,3%) d'autre part.

Le taux d'inflation sous-jacente (*hors Alimentaires et Energie*) se replie à 6,1% contre 6,3% le mois précédent et 6,8% en octobre 2019.

Baisse du Taux Directeur de la BCT à 6,25%

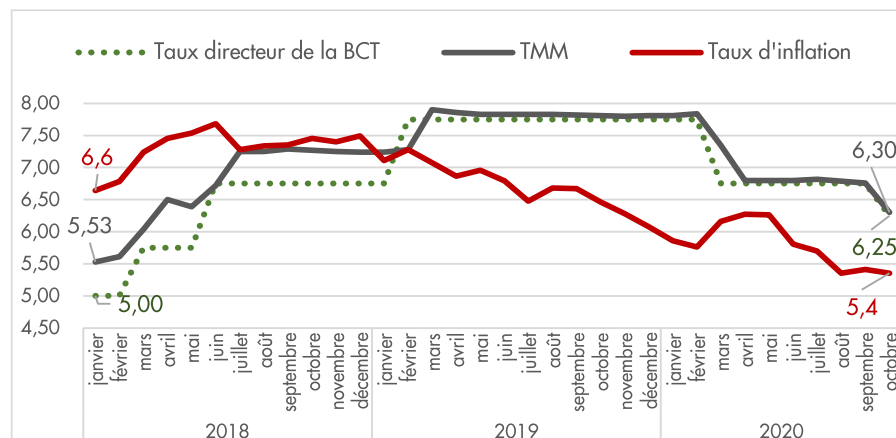
Suite à la propagation de la pandémie Covid-19, la BCT a décidé le 17 mars 2020 de baisser son taux directeur de 100 points de base pour le ramener à 6,75%.

Une deuxième baisse de 50 points de base a été décidée le mercredi 30 septembre 2020 ramenant ainsi le taux d'intérêt directeur à 6,25%.

Déclin du TMM à 6,3% en octobre 2020

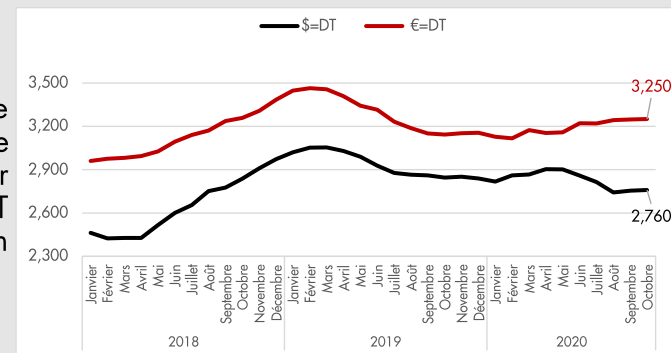
Conséquence à la baisse du TD, le TMM du mois d'octobre 2020 s'est établi à 6,3% contre 6,76% le mois précédent et 7,81% en octobre 2019.

Le TMM est ainsi à son plus bas niveau depuis mars 2018, durant lequel il était au niveau de 6,04%.



Appréciation de la monnaie tunisienne en octobre 2020 face au dollar américain

En octobre 2020, le dinar s'est apprécié de 3,1% face au dollar américain (2,760 DT contre 2,845 DT en octobre 2019).

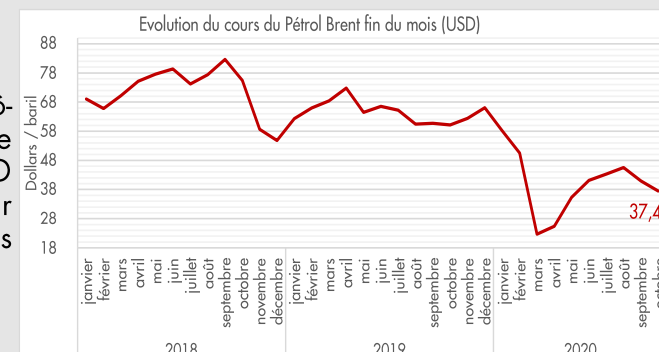


Cependant, le dinar s'est déprécié de 3,3% face à l'euro portant la valeur moyenne du mois d'octobre 2020 de 1 euro à 3,250 DT contre 3,143 DT en octobre 2019.

Depuis le début de l'année, le dinar s'est apprécié de 2,9% par rapport au dollar américain et s'est déprécié de 2,9% par rapport à l'euro.

Le cours du pétrole se replie en octobre 2020

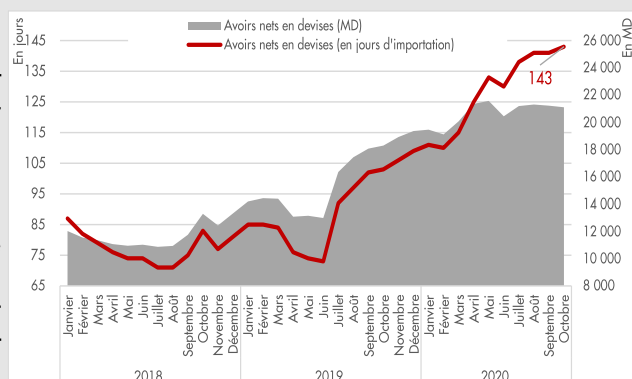
Le cours du Brent a clôturé le mois d'octobre 2020 à 37,45 USD cédant ainsi 8,5% par rapport à la fin du mois précédent.



Par ailleurs, le cours du Brent s'est effondré de 43,3% par rapport à la fin de l'année 2019 et de 37,8% par rapport à la fin du mois d'octobre 2019.

Les avoirs nets en devises ont atteint 21 101 MD à fin octobre 2020

A fin octobre 2020, les avoirs nets en devises ont atteint 21 101 MD soit l'équivalent de 143 jours d'importation contre 18 291 MD au même mois de l'année précédente représentant 103 jours d'importation et 21 219 MD correspondant à 141 jours d'importation à fin septembre 2020.



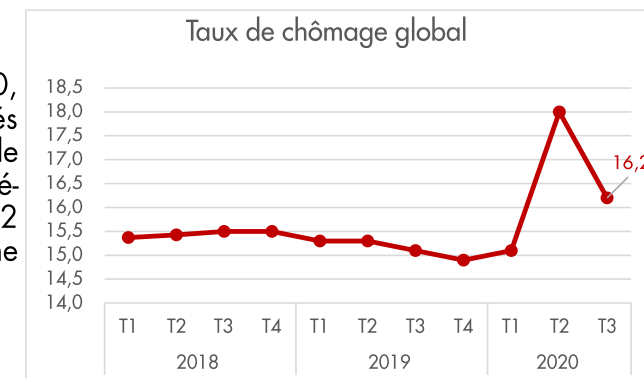
Rebond des intentions d'investissement de 1,9% au niveau de l'industrie et de 8,9% au niveau du secteur des services sur les dix premiers mois de 2020 par rapport à la même période de 2019

En MD	2018	2019	10 mois 2019	10 mois 2020	Var 10m20/10m19
Total Industrie	3 568	2 966	2 458	2 505	1,9%
Agroalimentaire	1 034	702	542	601	10,9%
Matériaux de construction	549	456	395	297	-24,7%
IME	818	807	747	894	19,7%
Industries Chimiques	344	422	353	157	-55,6%
Textile et habillement	110	158	121	137	13,4%
Cuir et chaussures	34	29	8	23	200,0%
Industries diverses	680	393	293	396	35,2%
Total services	1 380	870	742	808	8,9%
Totalement exportateur	82	86	75	60	-20,3%
Autre que totalement exportateur	1 298	784	667	748	12,1%

Il y a lieu de signaler qu'au niveau de l'agriculture, les investissements approuvés se sont écroulés de 17,2% passant de 341 MD au 30/09/2019 à 282 MD au 30/09/2020.

Repli du taux de chômage à 16,2% au troisième trimestre 2020

Au troisième trimestre 2020, le nombre des actifs occupés a progressé de 107 mille par rapport au trimestre précédent et a baissé de 32 mille par rapport au même trimestre de 2019.

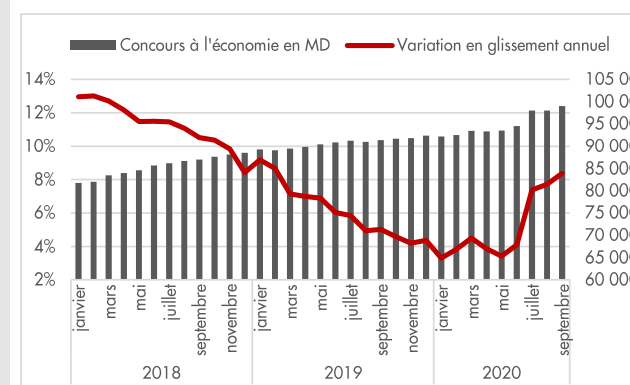


La crise sanitaire en Tunisie a causé la perte de 69,3 mille emplois. 29 mille individus n'ont pas encore récupéré leurs postes malgré la reprise de l'activité de leurs employeurs.

Au troisième trimestre 2020, le taux de chômage s'établit à 16,2% contre 18% au trimestre précédent et 15,1% au troisième trimestre 2019.

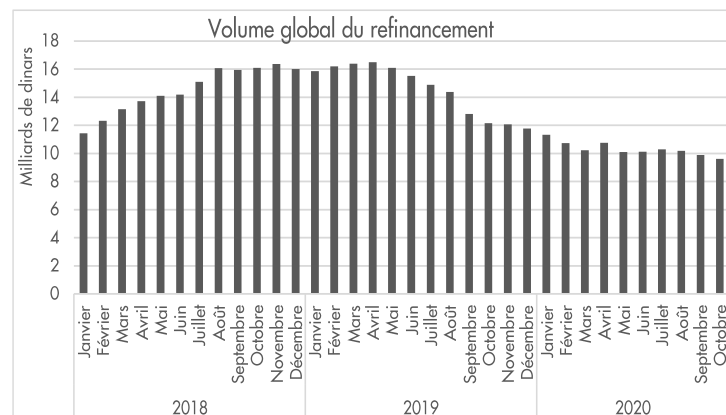
Par genre, le taux de chômage s'élève à 13,5% pour les hommes et 22,8% pour les femmes au troisième trimestre 2020.

Hausse des concours à l'économie (en glissement annuel) en septembre 2020



En septembre 2020, les concours à l'économie passent à un rythme annuel de 8,4% contre 7,7% le mois précédent et 5% en septembre 2019.

Volume moyen mensuel de refinancement des banques en baisse



Le volume de refinancement des banques est passé d'une moyenne mensuelle de 12,2 milliards de dinars en octobre 2019 à une moyenne mensuelle d'environ 9,6 milliards de dinars en octobre 2020, soit une baisse de 21%.

Par rapport au mois précédent, la moyenne mensuelle du volume de refinancement du mois d'octobre 2020 a légèrement diminué (-3%).

Creusement du déficit budgétaire

Le déficit budgétaire (*hors privatisation, dons & revenus de confiscation*) des huit premiers mois de l'année 2020 a atteint 5 613 MD contre 3 267 MD un an auparavant.

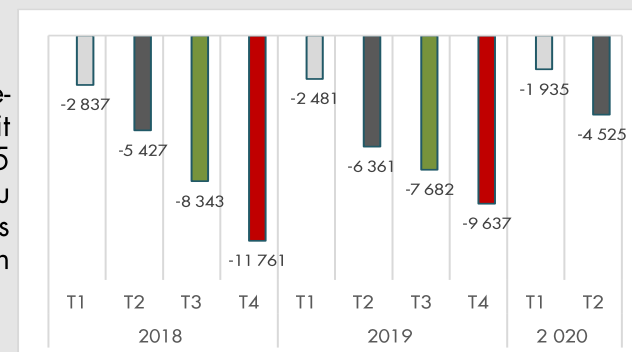
Ce creusement intègre l'effet de la chute de 11% des recettes de l'Etat contre une légère baisse des dépenses (*hors service de la dette*) de 1%.

Les dépenses de fonctionnement ont enregistré une hausse de 3% provenant essentiellement de la progression de la masse salariale de 13%.

Le plus inquiétant est que les dépenses d'équipement se sont contractées de 13%.

Solde courant de la balance des paiements en amélioration

Au terme du premier semestre 2020, le déficit courant s'est réduit à 4,5 milliards de dinars (4% du PIB) contre 6,4 milliards de dinars (5,6% du PIB) un an auparavant.



A fin octobre 2020, le déficit courant s'est contracté à 6,4 milliards de dinars (5,8% du PIB) contre 8,2 milliards de dinars (7,2% du PIB) en octobre 2019.

Chute des recettes touristiques et amélioration des revenus du travail à fin août 2020

Sur les huit premiers mois de 2020, les recettes touristiques ont chuté de 61% par rapport à la même période de l'année dernière à 465 millions d'euros contre 1 191 millions d'euros à fin août 2019.

Les flux de recettes touristiques du mois d'août 2020 se sont élevés à 77 millions d'euros contre 357 millions un an auparavant, soit une régression de 78,5%.

Les revenus du travail (en espèces) se sont bonifiés de 16% sur les huit premiers mois de 2020 atteignant un record historique de 1 141 millions d'euros contre 983 millions d'euros un an auparavant.

Les flux de revenus du travail (en espèces) du mois d'août 2020 se sont élevés à 230 millions d'euros contre 150 millions d'euros en août 2019.

Férid Ben Brahim Directeur Général

Mehdi Dhifallah Responsable études et recherches

Jihen Ellouze Khlif Analyste financier

Boubaker Rekik Analyste financier



www.afc.com.tn

afc@afc.fin.tn

Siège social et agence

Immeuble El Karama. Carré de L'Or,

Les jardins du Lac II. 1053 Tunis

Tél : (+216) 70 020 260

Fax : (+216) 70 020 297